



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Trente-quatrième session

Rome (Italie), 14-17 mai 2024

Prospective stratégique régionale pour la région Europe et Asie centrale

Résumé

Pour répondre aux demandes formulées par le Comité de l'agriculture à sa 28^e session ainsi que par d'autres organes directeurs, la FAO mène actuellement des exercices de prospective en vue de la transformation des systèmes agroalimentaires à tous les niveaux.

La présente note d'information trace les grandes lignes des résultats obtenus à ce jour dans le cadre de l'exercice de prospective régionale en faveur de systèmes agroalimentaires durables, inclusifs et résilients qui se déroule actuellement dans la région Europe et Asie centrale, et incite les membres et les autres parties prenantes de la région à participer davantage à la prospective stratégique pour appuyer les processus décisionnels.

Les systèmes agroalimentaires de la région ont face à eux des défis à relever et des occasions à saisir, à court comme à long terme. Au titre du cadre conceptuel et méthodologique établi dans le récent rapport phare de la FAO intitulé *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation* (résumé en français: *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation*; ci-après dénommé «le rapport phare»)¹, et sur la base d'autres ressources se rapportant à la prospective régionale – enquêtes, bilans, rapport de prospective établi par la FAO et le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) portant sur les nouvelles technologies et innovations dans le domaine de l'agroalimentaire² –, des experts régionaux analysent certains moteurs prioritaires (forces motrices) des systèmes agroalimentaires afin de déceler des signes suggérant les évolutions possibles, de déterminer différents scénarios envisageables et de définir des domaines prioritaires mondiaux, ou «déclencheurs de transformation», et des solutions stratégiques pour activer ces derniers.

¹ FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, n° 3. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0959en>.

² Alexandrova-Stefanova, N., Nosarzewski, K., Mroczek, Z.K., Audouin, S., Djamen, P., Kolos, N., et Wan, J. 2023. *Harvesting change: Harnessing emerging technologies and innovations for agrifood systems transformation – Global foresight synthesis report* (Cultiver le changement: exploiter les nouvelles technologies et innovations pour transformer les systèmes agroalimentaires – rapport de synthèse d'un exercice de prospective mondiale). Rome, FAO et CIRAD. <https://doi.org/10.4060/cc8498en>.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

La diversité des modèles de croissance démographique et économique observée dans les différentes sous-régions, ainsi que l'importance des écarts de revenus, laissent présager de fortes migrations intra- et interrégionales à l'avenir, qui ne seraient pas sans conséquence pour les systèmes agroalimentaires, tant des pays d'origine que de destination. Parallèlement, le changement climatique et la dégradation des ressources et écosystèmes naturels mettent en lumière le compromis qu'il faut dès à présent trouver entre d'une part la croissance économique et l'accumulation de richesses rapides qui s'opèrent dans les pays producteurs de pétrole, et d'autre part la nécessité d'abandonner au plus vite les énergies fossiles dans les pays importateurs de pétrole. Du côté de la demande, la prévalence croissante du surpoids et de l'obésité, conjuguée à une insécurité alimentaire persistante et à un accès limité à des régimes alimentaires sains dans la région, suggère que les systèmes agroalimentaires pourraient produire des résultats différents selon les modes de consommation en vigueur et selon les possibilités réelles, pour les segments vulnérables de la société, d'accéder à des aliments sûrs et nutritifs en quantité suffisante.

Si les investissements publics continuent d'être négligés, il sera moins probable que les approches novatrices en matière de production durable se matérialisent, mais il se pourrait, en revanche, que les écarts relatifs au revenu par habitant, à l'épargne et au potentiel d'investissement accentuent encore plus les disparités entre pays, régions et continents du point de vue de l'intensité capitalistique de l'agriculture. En parallèle, l'apparition de pratiques agroécologiques qui privilégient le capital humain sur le capital physique ainsi que d'autres approches novatrices pourrait être le signe avant-coureur d'un éventuel changement de modèle dans les pratiques agricoles. À l'échelle mondiale, les conflits en cours tels que les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient mettent en lumière l'arbitrage nécessaire entre l'efficacité (qui repose sur la spécialisation) et la résilience (qui découle de la diversification des activités et des sources de revenu), et rendent nécessaire l'adoption de solutions d'urgence efficaces afin d'éviter l'effondrement de pans entiers des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux.

Les premières conclusions concernant la région Europe et Asie centrale mettent en évidence plusieurs moteurs prioritaires méritant une analyse plus poussée, notamment: la croissance économique, la transformation structurelle et les perspectives macroéconomiques; les interdépendances entre pays; l'instabilité géopolitique et l'augmentation du nombre de conflits; l'innovation et la science; les investissements publics dans les systèmes agroalimentaires; les modes de consommation et de nutrition; le changement climatique. D'autres moteurs sont également soupçonnés de jouer un rôle aux niveaux régional et sous-régional, notamment les prix alimentaires, la dégradation des ressources naturelles, les dynamiques démographiques et les inégalités. Il convient également de tenir compte des incertitudes qui peuvent influencer sur tous les moteurs prioritaires.

L'exercice de prospective régionale s'appuie sur quatre scénarios mondiaux à long terme présentés dans le rapport phare, afin d'exposer des perspectives nuancées en fonction de la situation régionale. Pour favoriser la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires à l'avenir, la FAO a défini quatre «déclencheurs de transformation» sur lesquels doivent reposer des stratégies, des politiques et des changements de comportement appropriés: i) institutions et gouvernance; ii) sensibilisation des consommateurs (citoyens); iii) répartition des revenus et des richesses; et iv) technologies et approches novatrices³.

Les conclusions préliminaires qui sont ressorties de l'exercice de prospective régionale concernant les nuances régionales de ces déclencheurs seront encore affinées au niveau national pour les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les pays à revenu intermédiaire se trouvent à la croisée des chemins. Ils peuvent suivre le modèle de développement non durable adopté par les pays à revenu élevé, et ainsi contribuer fortement à la dégradation des ressources naturelles, à l'aggravation du changement climatique et à l'apparition d'inégalités incontrôlables, comme dans le scénario «course à l'abîme» présenté dans le rapport phare. Ils peuvent aussi, à

³ FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, n° 3. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0959en>.

l'inverse, élaborer des modèles de développement novateurs ouvrant des perspectives d'avenir plus durables, en s'inspirant les uns des autres ou en innovant entièrement, conformément au scénario «choix de la durabilité», surtout si les pays à revenu élevé montrent le bon exemple.

Dans le cadre de l'exercice de prospective de la région Europe et Asie centrale, d'autres analyses sont réalisées en vue de saisir les interactions entre ces facteurs importants et de recenser les déclencheurs de transformation et les différents scénarios possibles. Il est en effet essentiel de comprendre et de prendre en compte les relations d'interdépendance complexes qui unissent ces facteurs et ces déclencheurs en vue d'adopter des politiques adaptées en faveur du développement durable des systèmes agroalimentaires.

Les activités de prospective stratégique de la FAO devraient bénéficier de l'appui des membres, lesquels pourront s'inspirer des conclusions de ces exercices en vue de structurer et d'éclairer leurs processus de prise de décisions stratégiques concernant la transformation des systèmes agroalimentaires.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Europe

ERC-ECA-Secretariat@fao.org

I. Difficultés à court et à long terme rencontrées par les pays de la région

1. La crise financière ayant débuté en 2008, la pandémie de covid-19, la guerre en Ukraine et les hostilités au Proche-Orient sont autant de manifestations flagrantes des nombreux défis auxquels les gouvernements sont confrontés à l'échelle mondiale: tensions géopolitiques et géoéconomiques, inégalités croissantes, dégradation des écosystèmes et changement climatique. Ces phénomènes pourraient obliger les pays à chercher un compromis entre efficacité à court terme et résilience à long terme, aussi leur est-il de plus en plus nécessaire de pouvoir compter sur leurs propres processus de production. De telles évolutions pourraient avoir des répercussions sur les échanges commerciaux et les flux d'investissement. Dans l'optique du progrès vers la durabilité, la décarbonation des économies pourrait nécessiter des investissements considérables.
2. La réévaluation des systèmes agroalimentaires nationaux visant à en réduire la dépendance vis-à-vis du contexte extérieur, ainsi que les perturbations récurrentes des voies d'approvisionnement, pourraient influencer sur le prix relatif des biens au niveau national, notamment des aliments et des facteurs de production. Dans le même temps, les conflits géopolitiques pourraient faire augmenter le coût du remboursement de la dette extérieure et de l'importation de denrées alimentaires et d'intrants agricoles.
3. La détérioration des taux de change a eu des retombées sur les prix alimentaires, en particulier dans les pays importateurs. Un endettement persistant pourrait creuser davantage les écarts entre les pays à revenu faible ou intermédiaire et les pays à revenu élevé. Les économies fragiles sont particulièrement exposées au surendettement⁴ et subissent les effets des changements de la politique monétaire mondiale et de l'évolution des taux d'intérêt.
4. Malgré les progrès significatifs réalisés dans la région Europe et Asie centrale sur la voie de l'éradication de l'extrême pauvreté, d'innombrables îlots de pauvreté demeurent. Les revenus moyens sont généralement plus faibles dans les zones rurales, et la pauvreté est fortement corrélée au genre. Les systèmes agricoles de la région pâtissent sévèrement des mauvaises pratiques et du changement climatique (augmentation des températures, variabilité des précipitations et conditions

⁴ Voir la liste des évaluations de la soutenabilité de la dette des pays à faible revenu en surendettement, établie par le Fonds monétaire international au 30 avril 2024: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/dsalist.pdf>.

météorologiques extrêmes). Les structures agricoles manquent de dynamisme, et les petits producteurs peinent à accéder aux chaînes de valeur industrielles, dont ils sont tenus à l'écart.

5. La décarbonation des économies en vue de parvenir à la durabilité pourrait nécessiter des investissements conséquents ainsi que la prise de mesures stratégiques, notamment la conception et la création d'une base institutionnelle permettant de mettre en œuvre des politiques relatives au climat. Dans le même temps, il pourrait être nécessaire de renforcer les droits des travailleurs afin de combattre les inégalités, ce qui risque toutefois d'entraîner une hausse du coût de la main-d'œuvre puisque le vieillissement de la population pourrait réduire le nombre de travailleurs. Il se peut que ces évolutions accélèrent la robotisation et l'automatisation, ce qui ne serait pas sans effets structurels. Ainsi, les inégalités pourraient s'accroître ou reculer, en fonction des effets enregistrés. Il est possible qu'il faille mettre en place une gouvernance collaborative et réorienter les investissements afin de rendre les sciences, les technologies et l'innovation agroalimentaires plus efficaces, plus durables et plus démocratiques, de manière à ce que soient prises en compte les préférences des consommateurs en matière de produits et de modes de production, ce qui reviendrait à se détourner des approches privilégiant les technologies imposées d'en haut.

6. Devant ces enjeux, il devient crucial de passer d'une vision à court terme à une approche plus stratégique à long terme.

II. Contexte de l'exercice de prospective stratégique régionale

7. Pour répondre aux appels lancés par le Comité de l'agriculture à sa 28^e session⁵ en faveur d'un renforcement des capacités et activités de prospective stratégique, la FAO mène actuellement des exercices de prospective portant sur la transformation des systèmes agroalimentaires à tous les niveaux. Elle bénéficie pour ces travaux du cadre conceptuel et méthodologique établi par le rapport phare⁶ qu'elle vient de publier et qui s'appuie sur l'exercice de prospective stratégique mené à l'échelle de l'Organisation entre 2020 et 2022. Cette approche mettant l'accent sur la complémentarité entre prospective qualitative et prospective quantitative, la FAO renforce ses capacités en matière d'analyse quantitative, d'exploitation de l'intelligence collective et de modélisation afin d'aider les membres à mieux anticiper les scénarios possibles aux fins de la prise de décisions stratégiques.

8. Dans ce contexte, le Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale participe, aux côtés des autres bureaux régionaux de la FAO, à un exercice de prospective régionale sur l'avenir des systèmes agroalimentaires, avec le soutien du réseau de prospective de l'Organisation, qui comprend plusieurs bureaux et divisions.

9. L'exercice vise à : i) mettre au point des visions et des actions stratégiques aux niveaux régional et sous-régional pour amener les systèmes agroalimentaires vers la durabilité, l'inclusion et la résilience; ii) enrichir les bilans communs de pays et les cadres de programmation par pays; iii) renforcer les capacités institutionnelles en matière d'exercices de prospective stratégique à tous les niveaux.

10. L'exercice de prospective régionale fournit une évaluation détaillée des relations dynamiques qui existent dans la région entre les systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux (**figure 1**), au moyen d'un processus analytique par étape prenant en compte:

- a. les **principaux moteurs** (forces motrices) des systèmes agroalimentaires;
- b. les **signaux faibles** des scénarios possibles⁷;
- c. les **scénarios** possibles pour l'avenir fondés sur les signaux faibles;

⁵ FAO. 2022. *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Facteurs et déclencheurs de transformation*. Vingt-huitième session du Comité de l'agriculture. <https://www.fao.org/3/nj008fr/nj008fr.pdf>.

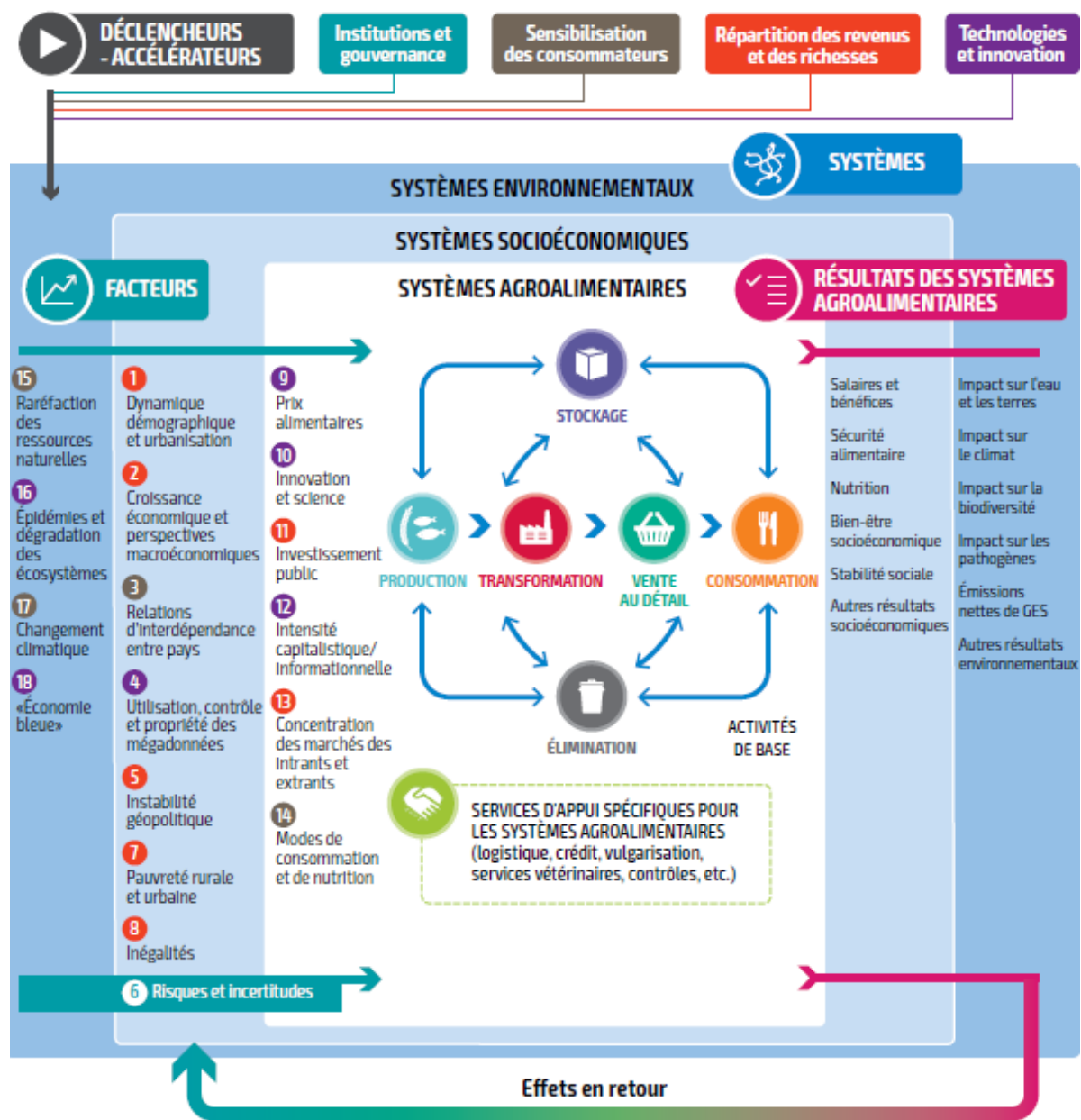
⁶ FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, n° 3. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0959en>.

⁷ L'expression «signaux faibles», empruntée aux systèmes d'alerte rapide stratégique, fait référence à des événements qui pourraient prendre de l'ampleur et être déterminants pour l'avenir, ou bien s'atténuer et devenir négligeables.

- d. les **déclencheurs de transformation** – domaines d'action prioritaires susceptibles de transformer les systèmes agroalimentaires;
- e. les **solutions stratégiques** et les politiques permettant d'activer les principaux déclencheurs de transformation.

11. La présente note d'information expose les résultats obtenus à ce jour dans le cadre de l'exercice de prospective régionale et invite les membres et les autres parties prenantes régionales à s'engager davantage sur la voie de la prospective stratégique.

Figure 1. Systèmes agroalimentaires: moteurs, activités et effets clés et déclencheurs de transformation



Note: Les systèmes agroalimentaires (fond blanc au centre) s'inscrivent dans le contexte plus large des systèmes socioéconomiques et environnementaux (fonds bleu ciel et bleu foncé). Les moteurs (partie gauche du graphique) influencent les résultats des systèmes agroalimentaires (partie droite). Les déclencheurs de transformation (en haut) influent sur les systèmes agroalimentaires en raison de leurs incidences sur certains moteurs.

Source: FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, n° 3. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0959en>. Fondé sur le modèle Foresight4Food, disponible à l'adresse <https://foresight4food.net/food-systems-model/>.

III. Moteurs des systèmes agroalimentaires dans la région

12. La consultation initialement menée en septembre 2023 auprès d'experts régionaux dans le cadre de l'exercice de prospective régionale, ainsi qu'un rapport présentant le bilan d'un exercice de prospective régionale⁸, suivi d'une enquête menée en ligne en novembre et décembre 2023⁹ et de consultations d'experts internes et externes, ont montré que parmi les 18 grands moteurs des systèmes agroalimentaires analysés dans le rapport phare¹⁰, certains semblent particulièrement importants et déterminants dans la région Europe et Asie centrale¹¹, et que ces moteurs prioritaires interagissent de manière dynamique. L'analyse des tendances évolutives de chaque moteur ainsi que des interactions entre eux permet de mieux comprendre les performances passées et récentes des systèmes agroalimentaires, ainsi que l'influence exercée sur eux par les systèmes socioéconomiques et environnementaux. De surcroît, elle laisse entrevoir les potentielles tendances futures (signaux faibles). Ainsi, les moteurs (et interactions entre moteurs) les plus importants pour la région Europe et Asie centrale sont les suivants:

- a. croissance économique, transformation structurelle et perspectives macroéconomiques (moteur 2);
- b. relations d'interdépendance entre pays (moteur 3);
- c. instabilité géopolitique et incidences croissantes des conflits (moteur 5);
- d. innovation et science (moteur 10);
- e. investissement public dans les systèmes agroalimentaires (moteur 11);
- f. modes de consommation et de nutrition (moteur 14);
- g. changement climatique (moteur 17).

13. À mesure qu'ils ont progressé dans leur analyse, les experts régionaux ont relevé plusieurs moteurs ayant probablement, eux aussi, une forte incidence sur la façon dont les systèmes agroalimentaires de la région sont façonnés, à savoir les prix alimentaires (moteur 9), les risques et incertitudes (moteur 6), la raréfaction et la dégradation des ressources naturelles (moteur 15), la dynamique démographique et l'urbanisation (moteur 1) et les inégalités (moteur 8). Ces moteurs sont liés aux spécificités sous-régionales qui ont été constatées^{8, 9, 11}.

⁸ Le rapport présentant le bilan de l'exercice de prospective régionale fait la synthèse de 75 rapports de prospective portant sur l'Europe occidentale, centrale et orientale, l'Asie centrale, la Méditerranée et les Balkans occidentaux. Il rend compte des tendances, des moteurs et des déclencheurs de transformation et recense des moteurs régionaux clés, à savoir le changement climatique, les dynamiques démographiques, l'innovation et la science, et la croissance économique.

⁹ Une enquête en temps réel a été menée selon la méthode Delphi auprès de 42 experts régionaux de la FAO en vue d'étudier les moteurs prioritaires et les déclencheurs qui agissent aux niveaux régional et sous-régional.

¹⁰ FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, n° 3. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0959en>.

¹¹ Les analyses portaient non seulement sur la région Europe et Asie centrale dans son ensemble, mais également sur les cinq sous-régions suivantes: pays à revenu élevé et Bulgarie (Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas [Royaume des], Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse et Tchéquie); CEI-Europe et Ukraine (Biélorus, Fédération de Russie, République de Moldova et Ukraine); Caucase sans les pays à revenu élevé (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie); Asie centrale et Türkiye sans les pays à revenu élevé (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Türkiye et Turkménistan); Balkans occidentaux sans les pays à revenu élevé (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie). Pour plus de détails sur les groupes de pays, voir aussi le tableau de bord des données du rapport phare, à l'adresse <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

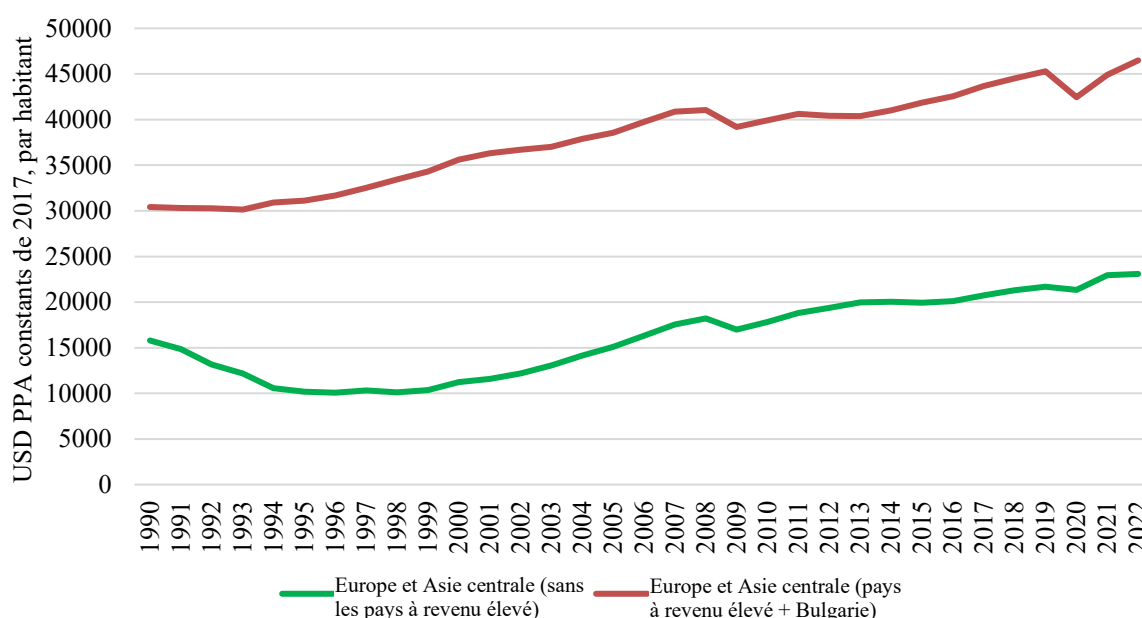
IV. Moteurs clés et «signaux faibles» connexes

14. Des analyses quantitatives des principaux moteurs ont été réalisées à l'aide du tableau de bord interactif des données relatives au rapport phare¹² et d'autres sources externes, dans le but de compléter les évaluations des experts et de déterminer les «signaux faibles» des scénarios possibles. Les principales conclusions préliminaires relatives à certains des moteurs prioritaires de la région sont résumées ci-après¹³.

V. Croissance économique, transformation structurelle et perspectives macroéconomiques

15. La transformation structurelle des systèmes économiques est un facteur central qui dicte les tendances en matière de production, de consommation et de nutrition dans toute la région, dans les sous-régions et dans chaque pays. Elle est elle-même lourdement conditionnée par le contexte, notamment les interdépendances entre pays, qui sont devenues d'autant plus notables pour les pays enclavés. Malgré ces interdépendances, les écarts entre les résultats économiques (calculés sur la base du revenu par habitant) des différents pays de la région ne se sont pas réduits avec le temps (figure 2)¹⁴.

Figure 2. Produit intérieur brut par habitant en Europe et en Asie centrale, 1990-2022



Note: On trouvera la liste des pays de chaque sous-région à la note de bas de page 11 ainsi que sur le tableau de bord des données du rapport phare: FAO. 2024. FOFA Dashboard. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

Source: Banque mondiale. 2024. Indicateurs du développement dans le monde. Dans: Databank. <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>.

¹² FAO. 2024. FOFA Dashboard (tableau de bord des données relatives au rapport phare). Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>

¹³ La présente note d'information reprend certains exemples préliminaires de moteurs analysés. Les analyses seront disponibles en intégralité dans le rapport de prospective régionale, qui est en cours d'élaboration dans le cadre de l'exercice de prospective régionale.

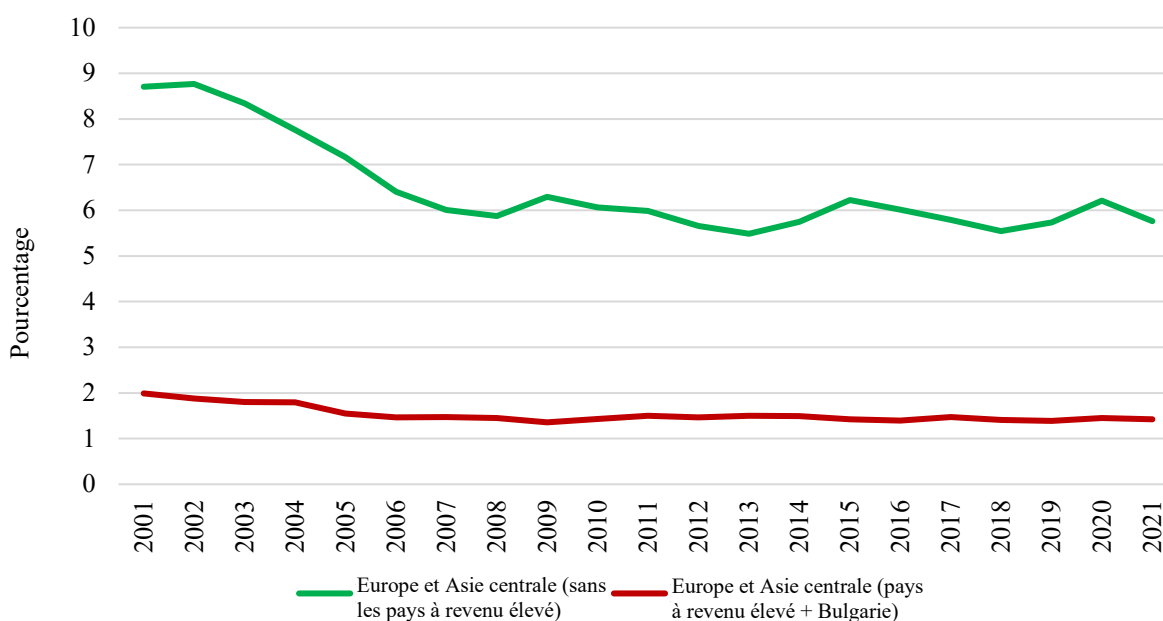
¹⁴ En 2022, le produit intérieur brut par habitant à parité du pouvoir d'achat (PPA) était relativement similaire pour les sous-régions Asie centrale et Türkiye, CEI-Europe et Ukraine, Caucase et Balkans occidentaux, à 23 463 USD, 23 672 USD, 15 654 USD et 18 429 USD (en USD PPA de 2017), respectivement.

16. L'absence de convergence signifie que malgré une croissance économique plus rapide dans certains pays, les inégalités persistent dans l'ensemble de la région, sans que l'on n'entrevoie de changements possibles à moyen terme. Ces premières conclusions donnent à penser que de nombreux pays sont pris dans le «piège du revenu intermédiaire», la hausse des coûts et la baisse de leur compétitivité entravant leur ascension vers la catégorie des pays à revenu élevé¹⁵.

17. Plusieurs facteurs semblent contribuer à cette absence de convergence et à la persistance des inégalités: politiques économiques inefficaces ou peu judicieuses; faiblesse des structures de gouvernance et des cadres institutionnels; écarts de richesse en ressources naturelles, en capital humain et en infrastructures. L'instabilité politique, les conflits et les problèmes de gouvernance peuvent également entraver la croissance économique et le développement en perturbant les activités commerciales, en décourageant les investissements et en affaiblissant les capacités institutionnelles.

18. Traditionnellement, l'évaluation du modèle de développement d'un pays consiste à examiner l'évolution de la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB). Si cette part tend à se réduire tandis que celle d'autres secteurs (comme l'industrie ou les services) grandit, cela peut être le signe que le pays est en voie de passer d'un modèle économique basé sur l'agriculture à un système économique plus diversifié et industrialisé. Que cette conception (sans doute simpliste) du développement permette ou non de déterminer le degré réel de développement, force est de constater que la tendance à la baisse de la part de l'agriculture dans le PIB observée dans l'ensemble de la région au cours des premières années du XXI^e siècle a ensuite marqué le pas (figure 3).

Figure 3. Part de la valeur ajoutée agricole dans le produit intérieur brut en Europe et en Asie centrale, 2001-2021



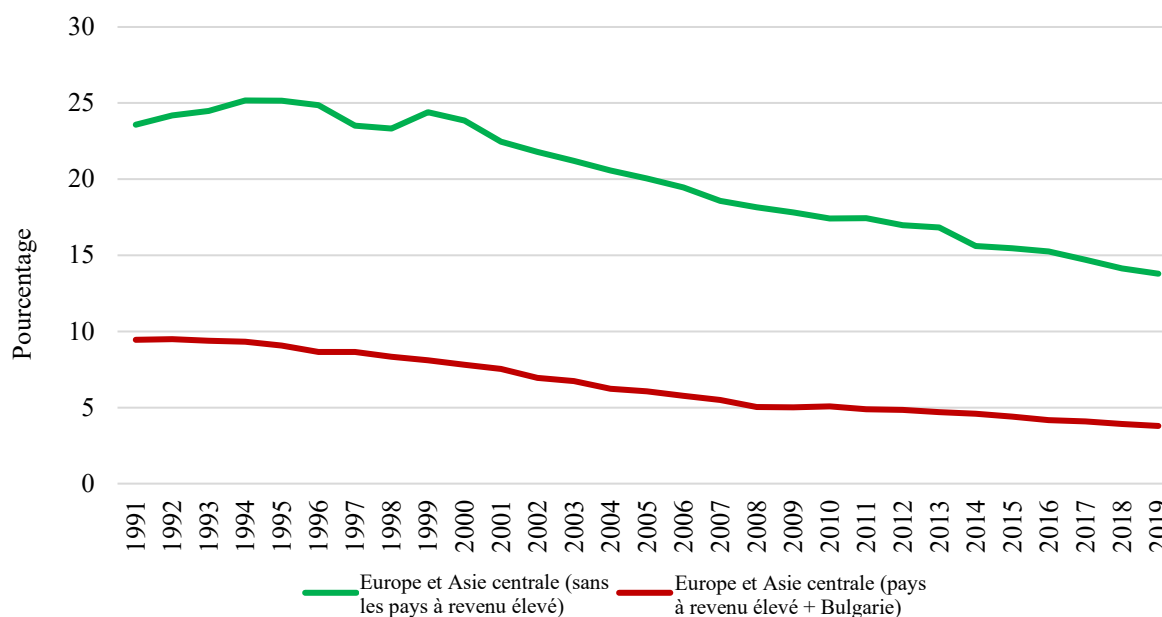
Notes: La part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB (en dollars des États-Unis constants de 2015) correspond à la part des activités agricoles telles que définies dans les divisions 1 à 3 de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, révision 4), qui comprennent la sylviculture, la pêche, les cultures végétales et la production animale. On trouvera la liste des pays de chaque sous-région à la note de bas de page 11 ainsi que sur le tableau de bord des données du rapport phare: FAO. 2024. FOFA Dashboard. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

Source: FAO. 2024. Indicateurs ODD. Dans: FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/SDGB>.

¹⁵ Voir, par exemple: Agénor. 2016. *Caught in the middle? The economics of middle-income traps*. Journal of Economic Surveys, 31(3): 771-791. <https://doi.org/10.1111/joes.12175>.

19. Le nombre d'emplois dans l'agriculture a chuté dans l'ensemble de la région (**figure 4**), parallèlement à une hausse de la productivité de la main-d'œuvre agricole (**figure 5**). Cela semble indiquer qu'un processus de transformation structurelle est en marche. Or, la hausse de la productivité de la main-d'œuvre dans les secteurs autres que l'agriculture est plus lente que celle constatée dans l'agriculture en raison de la stagnation de la part des secteurs non agricoles dans le PIB. Pour mettre les choses en perspective, si cette différence de productivité de la main-d'œuvre se maintient, les secteurs autres que l'agriculture pourraient ne plus être en mesure d'absorber la main-d'œuvre issue du secteur agricole. En outre, les pays à revenu élevé et la Bulgarie, et dans une certaine mesure la Fédération de Russie, affichent une hausse plus prononcée de la productivité de la main-d'œuvre par rapport aux autres pays, ce qui pourrait s'expliquer par des différences dans les modèles d'investissement appliqués rapportés à l'emploi (**figure 6**).

Figure 4. Part des emplois agricoles dans l'emploi total en Europe et en Asie centrale, 1991-2019



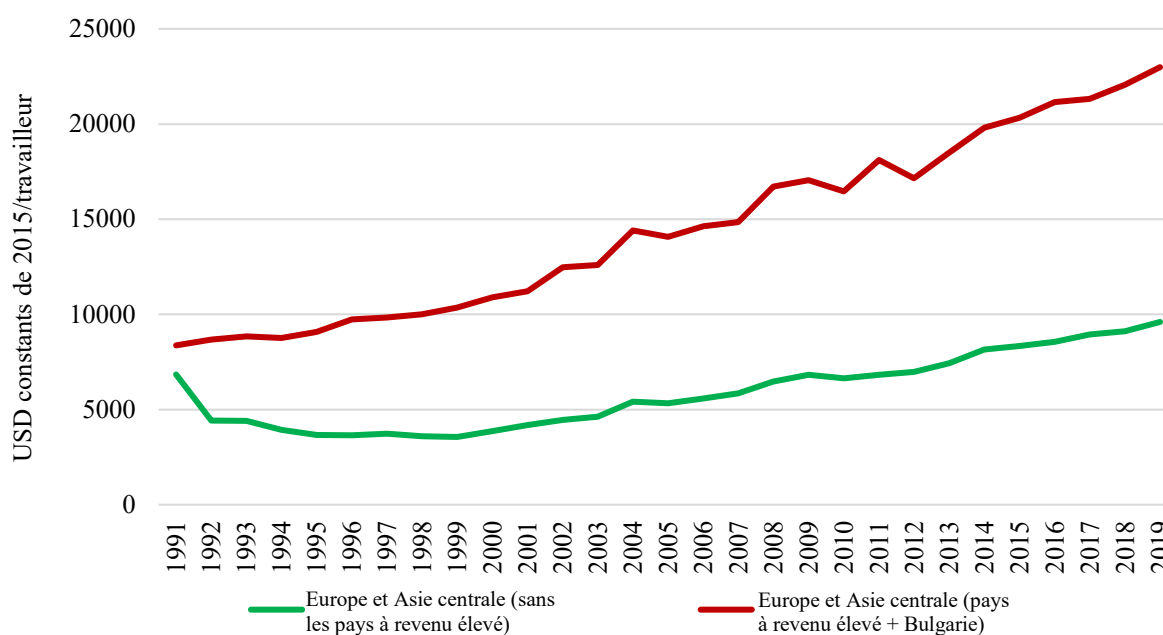
Notes: La part des emplois agricoles dans l'emploi total est exprimée par le quotient du nombre d'emplois agricoles par le nombre total d'emplois. On trouvera la liste des pays de chaque sous-région à la note de bas de page 11 ainsi que sur le tableau de bord des données du rapport phare: FAO. 2024. FOFA Dashboard. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

<https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

Sources:

FAO. 2024. Indicateurs de l'emploi: agriculture. Dans: FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/OEA>.

OIT. 2024. ILOSTAT. Dans: Organisation internationale du Travail. <https://ilostat.ilo.org/fr/>.

Figure 5. Valeur ajoutée agricole par travailleur en Europe et en Asie centrale, 1992-2020

Note: On trouvera la liste des pays de chaque sous-région à la note de bas de page 11 ainsi que sur le tableau de bord des données du rapport phare: FAO. 2024. FOFA Dashboard. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

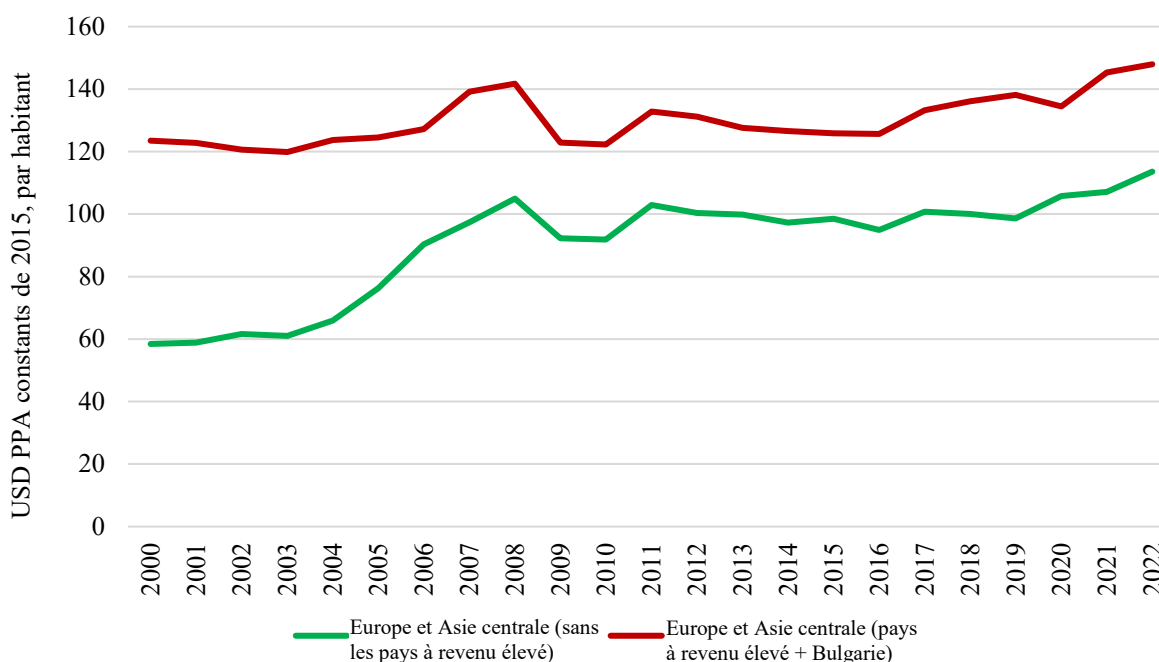
Sources:

FAO. 2024. Indicateurs de l'emploi: agriculture. Dans: FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/OEA>.

OIT. 2024. ILOSTAT. Dans: Organisation internationale du Travail. <https://ilostat.ilo.org/fr/>.

20. Les tendances mises en évidence dans la **figure 6** étayent l'idée d'un écart structurel persistant entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible ou intermédiaire de la région. Cet écart pourrait influencer de plusieurs manières sur les interdépendances entre pays dans les années à venir.

Figure 6. Formation brute de capital fixe (agriculture, forêts et pêche) par habitant en Europe et en Asie centrale, 2000-2022



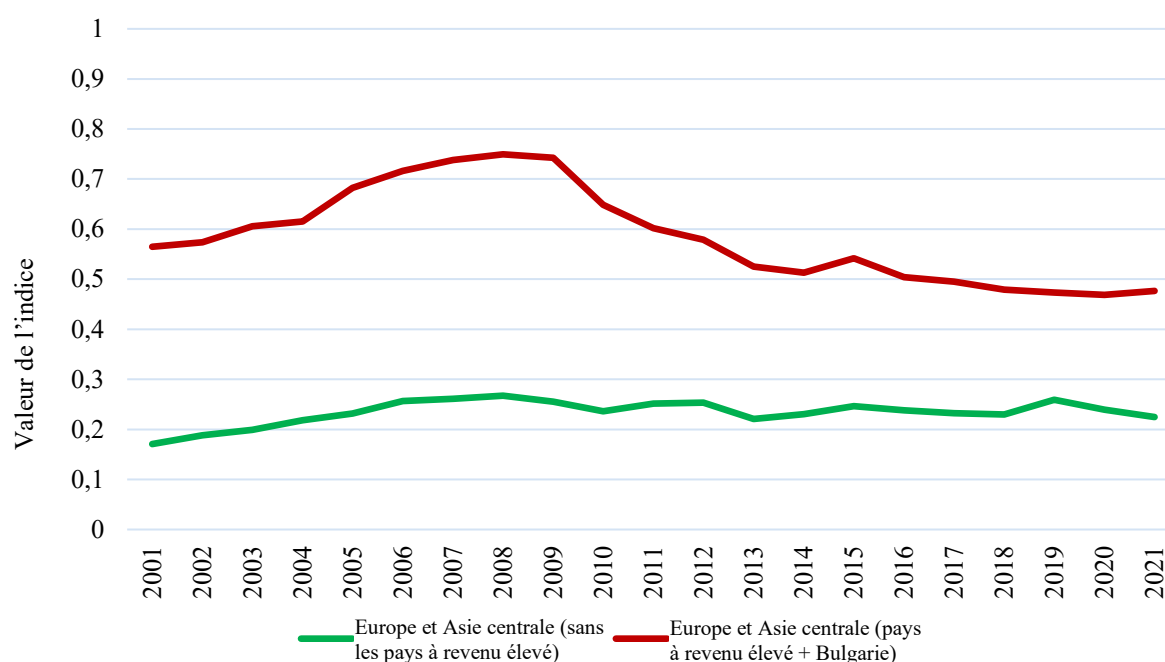
Note: On trouvera la liste des pays de chaque sous-région à la note de bas de page 11 ainsi que sur le tableau de bord des données du rapport phare: FAO. 2024. FOFA Dashboard. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

Source: FAO. 2024. Formation de capital. Dans: FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/CS>.

21. Il convient d'ajouter que les pays fortement tributaires de l'agriculture peuvent rencontrer des difficultés que n'ont pas les économies plus diversifiées. La nécessité d'importer des produits non alimentaires peut entraîner des déséquilibres commerciaux. En outre, les pays à revenu élevé investissent davantage dans les technologies de pointe et l'innovation, ce qui a pour effet d'élargir plus encore le fossé technologique qui les sépare des pays à revenu faible ou intermédiaire et pourrait enfreindre la capacité de ces derniers à rendre leurs systèmes agroalimentaires plus efficaces et plus durables et à diversifier leur économie.

22. L'indice d'orientation agricole – qui rend compte de l'ampleur des dépenses publiques dans le secteur agricole, notamment les dépenses en faveur de la recherche-développement, et permet ainsi de mesurer l'appui des pouvoirs publics à l'agriculture – pointe indéniablement dans cette direction¹⁶. Si la valeur de cet indicateur est inférieure à 1 dans l'ensemble de la région, l'écart persistant entre les sous-régions dénote un soutien à l'agriculture bien plus important dans les pays à revenu élevé et la Bulgarie que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (**figure 7**).

¹⁶ La valeur de l'indice d'orientation agricole est supérieure à 1 lorsque la part des dépenses publiques dévolues au secteur agricole est supérieure à la part de ce secteur dans le PIB. *A contrario*, elle est inférieure à 1 lorsque la part des dépenses publiques consacrées au secteur agricole est inférieure à la part de ce secteur dans le PIB.

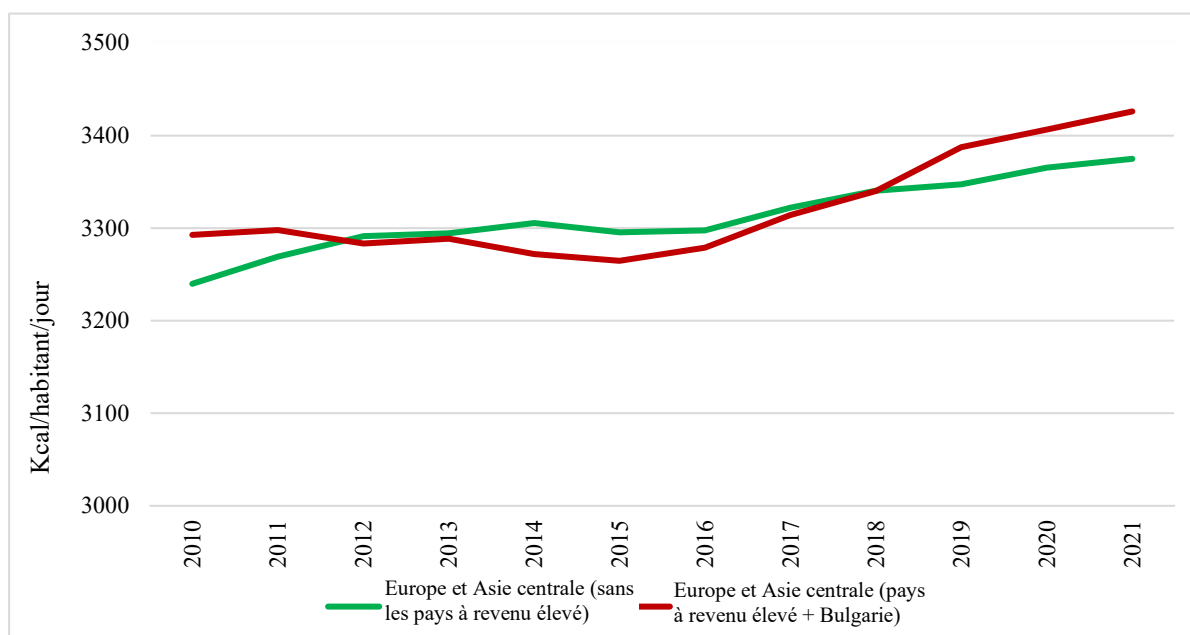
Figure 7. Indice d'orientation agricole en Europe et en Asie centrale, 2001-2021

Note: L'indice d'orientation agricole correspond à la part de l'agriculture dans les dépenses publiques divisée par la part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB. On trouvera la liste des pays de chaque sous-région à la note de bas de page 11 ainsi que sur le tableau de bord des données du rapport phare: FAO. 2024. FOFA Dashboard. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

Source: FAO. 2024. Dépenses publiques. Dans: FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/IG>.

23. Comme le montre la **figure 8**, l'apport énergétique quotidien par habitant demeure élevé dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, à un niveau globalement similaire à celui des pays à revenu élevé. Toujours dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'augmentation considérable de la production agricole au cours de la décennie écoulée compense largement l'accroissement de la demande intérieure, ce qui indique que l'orientation vers l'exportation tend à s'accroître (**figure 9**).

Figure 8. Disponibilités énergétiques alimentaires par habitant en Europe et en Asie centrale, 2010-2021

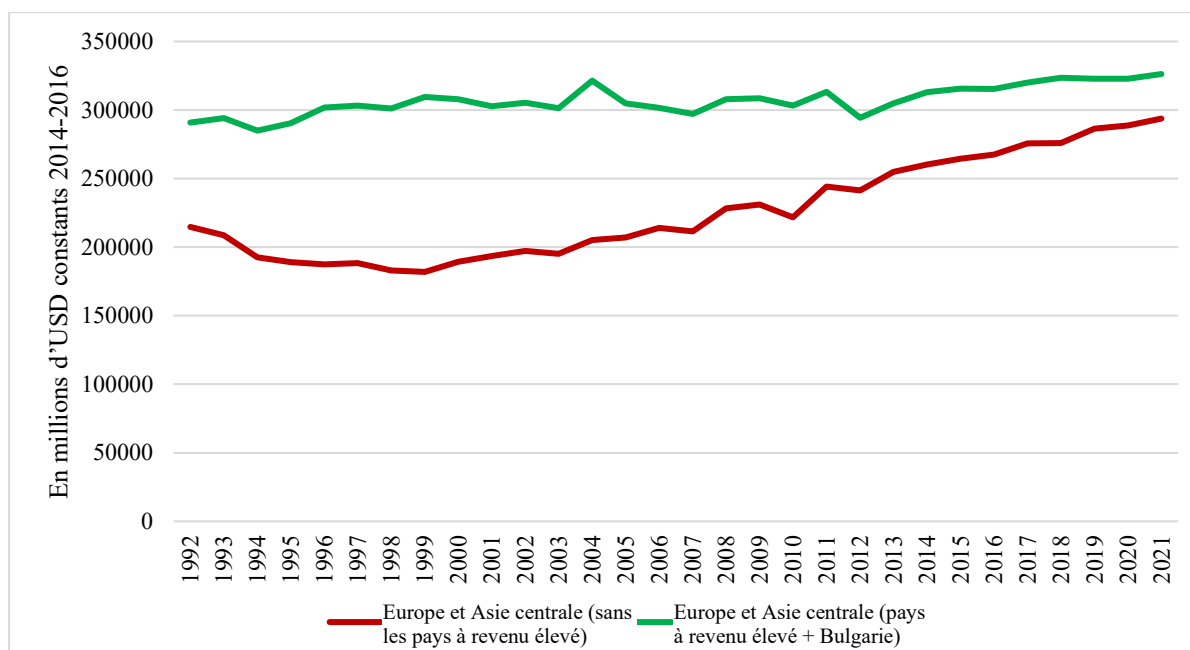


Note: Les disponibilités énergétiques alimentaires correspondent à la quantité totale de nourriture disponible pour la consommation humaine, exprimée en kilocalories (kcal). On détermine la valeur énergétique en appliquant les coefficients pertinents relatifs à la composition des aliments aux quantités de produits disponibles. On trouvera la liste des pays de chaque sous-région à la note de bas de page 11 ainsi que sur le tableau de bord des données du rapport phare: FAO. 2024. FOFA Dashboard. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

<https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

Source: FAO. 2024. Bilans alimentaires (2010-). Dans: FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FBS>.

Figure 9. Valeur de la production agricole brute en Europe et en Asie centrale, 1992-2021



Note: La valeur de la production mesure la production à la sortie de l'exploitation en termes monétaires. Il s'agit de la valeur de la production brute, car la valeur des produits destinés à des usages intermédiaires dans le secteur agricole (semences et aliments pour animaux) n'a pas été soustraite. On trouvera la liste des pays de chaque sous-région à la note de bas de page 11 ainsi que sur le tableau de bord des données du rapport phare:

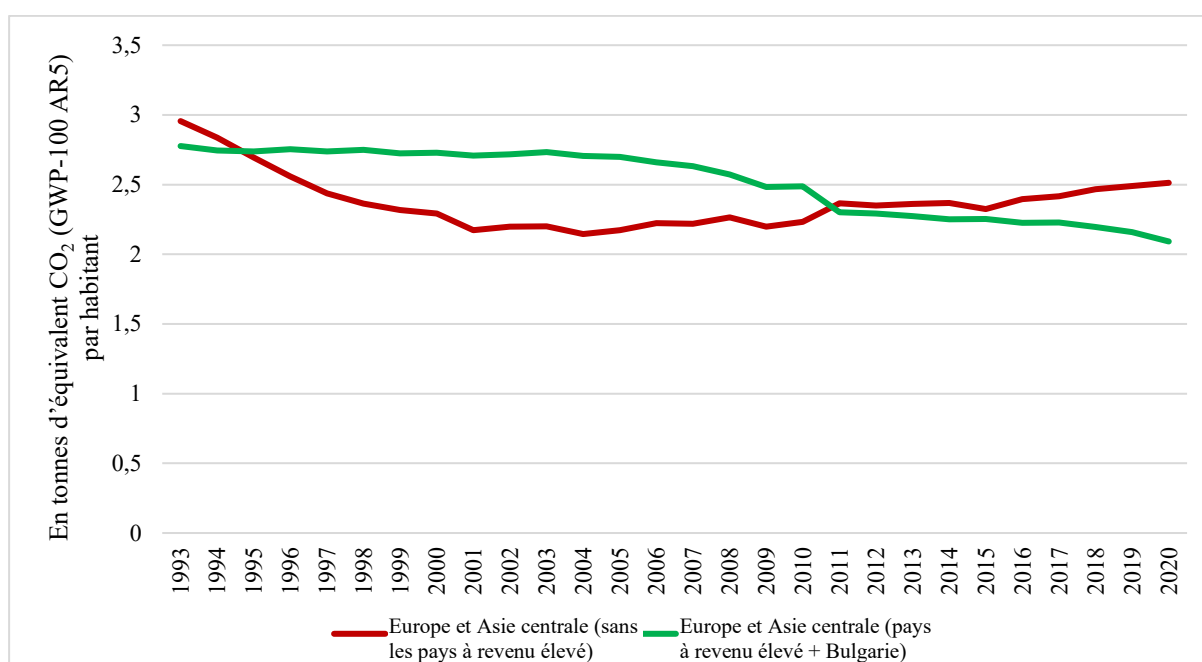
FAO. 2024. FOFA Dashboard. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

Source: FAO. 2024. Valeur de la production agricole. Dans: FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV>.

24. Les relations d'interdépendance entre pays, notamment entre ceux à revenu élevé et ceux à revenu faible ou intermédiaire, exercent une influence notable sur différents aspects qui vont des alliances politiques à la structure des échanges commerciaux, en passant par les investissements étrangers directs, les transferts de technologie, les débouchés commerciaux et les migrations.

25. Le changement climatique et les phénomènes météorologiques violents qui l'accompagnent constituent des menaces qui dominent toutes les autres et planent sur l'ensemble de la région, et qui pourraient accélérer la dégradation des ressources naturelles et aggraver les risques et les incertitudes. Or, les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole progressent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire depuis une décennie, tandis qu'elles diminuent dans les pays à revenu élevé (**figure 10**). Cela pourrait être le signe que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'agriculture conventionnelle à fortes émissions demeure la norme, alors que dans les pays à revenu élevé, les investissements dans les technologies novatrices commencent à porter leurs fruits, avec pour résultat un creusement du fossé technologique qui sépare les deux groupes de pays. Dans ce contexte difficile, les dynamiques démographiques qui se superposent aux changements structurels dans la région entraînent une généralisation des inégalités en matière de revenus et de richesses à l'intérieur des pays et entre eux.

Figure 10. Émissions provenant des systèmes agroalimentaires par habitant en Europe et en Asie centrale, 1993-2020



Note: Les émissions provenant des systèmes agroalimentaires comprennent les émissions dues à l'agriculture jusqu'à la sortie de l'exploitation, au changement d'affectation des terres, aux processus qui ont lieu avant et après la production, ainsi qu'aux secteurs visés par les inventaires nationaux des gaz à effet de serre utilisés pour faire rapport au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (agriculture; utilisation des terres, changements d'affectation des terres et foresterie; énergie; processus industriels et utilisation des produits; déchets; transports maritimes internationaux). Les données démographiques utilisées pour calculer les émissions par habitant sont celles du champ de données «Population» de FAOSTAT. On trouvera la liste des pays de chaque sous-région à la note de bas de page 11 ainsi que sur le tableau de bord des données du rapport phare: FAO. 2024. FOFA Dashboard. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

<https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

Source: FAO. 2024. Indicateurs relatifs aux émissions. Dans: FAOSTAT.
<https://www.fao.org/faostat/fr/#data/EM>.

26. **Signaux faibles des scénarios possibles.** Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, il se pourrait qu'une transformation structurelle soit en cours en ce qui concerne la résorption des emplois agricoles. Toutefois, celle-ci ne s'accompagne pas d'une diminution du poids de la valeur ajoutée agricole dans le PIB. L'avenir des systèmes agroalimentaires et socioéconomiques pourrait prendre différentes formes selon que les secteurs autres que l'agriculture parviennent ou non à se développer et à générer des emplois décentement rémunérés dans l'éventualité d'une baisse continue du nombre d'emplois agricoles. L'éventuelle absence de secteurs non agricoles robustes pourrait se traduire par des migrations et/ou une pression à la baisse sur les salaires. Il est donc probable que les disparités en matière de résultats économiques et l'absence de convergence (ou l'atténuation de la convergence) qui en résulte se maintiendront, et il est possible que certains pays demeureront pris au «piège du revenu intermédiaire». Faute d'évolution notable des facteurs sous-jacents, l'on peut s'attendre à ce que les inégalités structurelles entre les pays se maintiennent dans les années à venir et conditionnent la structure des échanges commerciaux, les flux d'investissements, la stabilité financière et les efforts de coopération régionale. L'écart structurel pourrait se creuser, les pays à revenu élevé maintenant leur avantage concurrentiel grâce à des industries diversifiées, ce qui contribuerait à la dépendance sociale et politique de certains pays à revenu faible ou intermédiaire. Ces derniers, au lieu d'intégrer des modèles de transformation novateurs, pourraient se voir marginalisés et laissés pour compte. Le dernier élément à prendre en compte, et non des moindres, est que si les conflits régionaux en cours étaient réglés de manière rapide et efficace, l'ensemble de la région pourrait devenir un moteur de transformation innovante et offrir un exemple en matière de bonnes pratiques pour le règlement des conflits, ce qui aurait d'immenses incidences sur le reste du monde. Dans le cas contraire, un avenir incertain et inquiétant pourrait se dessiner pour la région, avec des conséquences néfastes sur les systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux.

VI. Scénarios possibles concernant l'avenir des systèmes agroalimentaires

27. L'exercice de prospective régionale s'est appuyé sur les quatre scénarios mondiaux à long terme (2030, 2050 et 2100) de la FAO pour l'avenir des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux, afin d'offrir des descriptions plus nuancées des futurs possibles faisant ressortir les spécificités régionales clés. Les quatre scénarios rétrospectifs de l'exercice de prospective régionale, qui se veulent la représentation paradigmatique d'un éventail quasi infini d'avenirs possibles, et qui seront affinés lors des prochaines étapes de l'exercice, sont résumés dans le **tableau 1**.

Tableau 1. Descriptifs rétrospectifs des scénarios possibles concernant l'avenir des systèmes agroalimentaires

Rien ne change. Dans ce scénario, la région s'en est tenue au statu quo, caractérisé par des systèmes agroalimentaires non durables et une croissance économique limitée et inégale. Les divergences avec les pays à revenu élevé se sont maintenues, exacerbant les inégalités et les tensions sociales entre pays. La région a été touchée par des phénomènes climatiques extrêmes récurrents, qui ont perturbé la production agricole et accru la dépendance à l'égard des importations alimentaires. Des défaillances systémiques se profilaient à l'horizon au milieu du siècle, sans que des changements de politique majeurs aient été opérés pour favoriser la durabilité et la résilience. Dans ce contexte, en l'absence d'une gouvernance claire, les quelques innovations ayant vu le jour ne concernaient que les technologies portées essentiellement par le secteur privé. L'indispensable réorientation des investissements vers la durabilité, l'inclusion et la résilience n'a pas eu lieu.

Avenir ajusté. Les disparités économiques entre les pays ont persisté. Malgré des améliorations en matière de bien-être rendues possibles par l'élargissement des protections sociales et une prise de conscience accrue des organisations de consommateurs, la durabilité et la résilience de la région sur le plan économique est dans l'ensemble restée compromise par la dépendance de pays fragiles à l'égard d'économies plus robustes. Malgré des tentatives visant à améliorer la durabilité, les politiques et réglementations efficaces permettant de ralentir l'épuisement des ressources naturelles ont continué de briller par leur absence en raison du manque d'investissement dans les biens publics. Plusieurs pays se sont retrouvés pris au «piège du revenu intermédiaire». Dans ces pays, les efforts en faveur du développement durable et la lutte contre les inégalités structurelles ont été entravés par une mauvaise gouvernance. Le fossé structurel entre les pays à revenu élevé et les pays en transition a exacerbé les disparités économiques et compliqué le passage de ces derniers à des systèmes agroalimentaires durables et résilients et la diversification de leurs économies à un rythme suffisamment rapide pour combler l'écart. Des efforts ont beau avoir été consentis pour améliorer l'accès aux technologies et aux innovations et mettre en œuvre des solutions plus durables, l'on a échoué à s'engager sur la voie de la durabilité et de la résilience sur le plan écologique. La région est donc demeurée exposée aux chocs externes et à la dégradation de l'environnement, tandis que la persistance des disparités et l'insuffisance des efforts en faveur du développement durable ont accru l'instabilité sociale et politique.

Course à l'abîme L'absence de convergence entre les pays de la région a perduré, et des décisions très mal inspirées, nourries par un sentiment d'injustice et d'iniquité, ont été prises. Le déséquilibre des chaînes de valeur a exacerbé la détresse des petits exploitants, tandis que les entreprises agroalimentaires se sont enrichies en terres et ont gagné en influence. Il en est résulté un élargissement du fossé qui sépare les pays à revenu élevé de ceux en transition. Le potentiel que recèlent les marchés émergents n'a pas été réalisé et les processus d'intégration régionale ont échoué. La prépondérance de l'agriculture conventionnelle fondée sur la monoculture et l'absence de pratiques durables ont contribué aux difficultés du secteur agricole, exacerbées par les effets du changement climatique. Le chômage en milieu rural, les migrations de détresse et les tensions sociales ont amplifié les préoccupations concernant l'instabilité politique et les problèmes de gouvernance et entravé la croissance et le développement économiques. Conséquence des politiques de défiscalisation avantageant les élites et du poids accru des dépenses militaires et des coûts engendrés par les catastrophes récurrentes, les gouvernements se sont retrouvés confrontés à un risque de faillite et la région a fait face à des déficits vivriers, à une pauvreté massive et à une paralysie sur le plan de l'adoption de politiques. Dans l'ensemble de la région, la persistance des disparités et l'insuffisance des efforts en faveur du développement durable ont aggravé l'instabilité sociale et politique. Les inégalités structurelles entre les pays ont nui à la coopération régionale et accru les tensions. De timides efforts visant à adopter de nouvelles technologies ont été consentis, sans pour autant répondre aux attentes que ceux-ci avaient suscité en raison d'un manque d'investissement public, d'une gouvernance lacunaire et de l'indigence des écosystèmes d'innovation dans les pays. À ces problèmes se sont ajoutés des conflits non réglés qui ont encore exacerbé les tensions dans la région et dans le monde, ce qui a entraîné l'effondrement de pans entiers des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux.

Choix de la durabilité La reconnaissance des disparités persistantes et de l'absence d'efforts en faveur du développement durable a provoqué un changement de cap vers davantage de durabilité et de résilience à l'échelle systémique, stimulé par une prise de conscience citoyenne et une participation accrue du public. Sous la pression de la société civile, les gouvernements ont entrepris de réformer leurs politiques de manière intégrée, en s'efforçant d'aller à l'origine des problèmes, et notamment de pallier les lacunes des structures de gouvernance et des cadres institutionnels pour parvenir à la durabilité. Conscients que les défaillances structurelles du secteur agricole et les disparités en ce qui concerne l'appui des pouvoirs publics avaient aggravé les inégalités économiques et entravé les efforts en faveur du développement durable, les gouvernements ont entrepris de réformer leurs politiques en vue de renforcer la durabilité écologique et la résilience des systèmes agroalimentaires au moyen d'un ensemble de règlements et de mesures d'appui, en définissant une trajectoire de transformation claire pour les économies en transition. Les pays à revenu élevé de la région Europe et Asie centrale ont

accepté que les prix des produits alimentaires soient ajustés à la hausse pour tenir compte du «coût complet» de ces denrées, au nom de la durabilité, et ont pris des mesures volontaristes pour réduire les déséquilibres commerciaux et corriger les inégalités dans les relations commerciales entre les pays. Des investissements accrus ont été consentis dans le but d'élaborer des approches innovantes et de renforcer les capacités locales à l'appui de la durabilité et de la résilience dans le cadre d'écosystèmes d'innovation régionaux robustes. Ayant adopté sans tarder des approches durables des systèmes agroalimentaires, les pays à revenu élevé de la région ainsi que ceux à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont fixé les orientations de la transformation et mis à profit leurs ressources et leurs capacités pour aider les pays voisins à s'engager sur cette voie. Tous les pays ont réorienté leurs dépenses publiques pour investir dans l'éducation, la gouvernance collective, la sensibilisation des consommateurs, la participation citoyenne et les programmes de recherche afin de favoriser l'innovation à tous les niveaux dans le but de mettre les systèmes agroalimentaires sur le chemin de la durabilité, de l'inclusion et de la résilience.

VII. Déclencheurs de transformation et options stratégiques

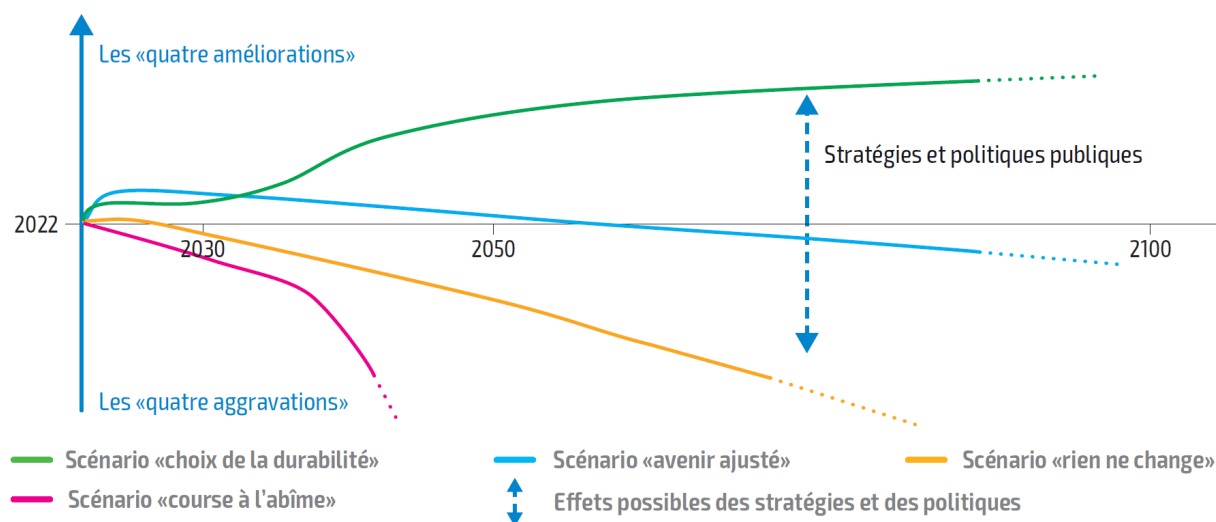
28. Pour favoriser la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires, la FAO a défini quatre domaines prioritaires mondiaux, ou «déclencheurs de transformation», sur lesquels doivent reposer des stratégies, des politiques et des changements de comportement appropriés: i) institutions et gouvernance; ii) sensibilisation des consommateurs (citoyens); iii) répartition des revenus et des richesses; iv) technologies et approches novatrices (**figure 1**). Grâce à leur potentiel de transformation, ces déclencheurs devraient répandre les effets obtenus dans l'ensemble des systèmes. Selon qu'ils seront activés ou inhibés, l'avenir pourra ressembler à l'un des quatre scénarios paradigmatiques, tel qu'illustré au **tableau 2**, et les *quatre améliorations* auxquelles aspire la FAO pourraient se concrétiser ou non (**figure**).

Tableau 2. Déclencheurs de transformation selon les différents scénarios

	Institutions et gouvernance	Sensibilisation des consommateurs (citoyens)	Répartition des revenus et des richesses	Technologies et approches novatrices
Rien ne change	Gouvernance insuffisante au regard des problématiques mondiales. Confusion entre les rôles des secteurs public et privé.	Des approches parcellaires adoptées par quelques groupes n'ont qu'un effet limité, voire inexistant, sur la transformation.	Les inégalités, la faim et l'extrême pauvreté ne sont pas combattues. Les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible divergent.	Selon le modèle actuel (technologie à grande échelle et à faible coefficient de main-d'œuvre). CC 2100: 3+
Avenir ajusté.	Mise en œuvre partielle du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les entités privées assument certaines fonctions publiques.	Des groupes de pression fragmentés se concentrent sur le bien-être de certaines couches de la société ou de certains pays à faible revenu.	Actions volontaristes de lutte contre les situations les plus frappantes. Systèmes budgétaires faibles.	Principalement selon le modèle actuel. La petite échelle survit. CC 2100: 3-
Course à l'abîme	Vision à court terme, démantèlement des règles. Les gouvernements sont de connivence avec les élites.	Des discours trompeurs sur l'action écologique et sociale dupent les consommateurs. Les citoyens ne jouent aucun rôle dans quelque système que ce soit.	Sociétés «stratifiées» sans impôts et sans services. Pauvreté exacerbée dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible ou intermédiaire.	Domination des économies extractives fondées sur des ressources épuisables. CC 2100: 4+
Choix de la durabilité	Gouvernance mondiale d'un phénomène mondial. Répartition des pouvoirs. Rôles bien définis.	Les consommateurs se détournent en partie de la consommation finale pour économiser et investir dans la transformation. Les pays à revenu élevé font de la place aux pays à revenu faible.	Systèmes budgétaires efficaces. De nouveaux paramètres pour la mesure du bien-être sont adoptés. Moins de fuites de recettes fiscales pour les pays à revenu faible.	Prépondérance des stratégies efficaces en faveur de l'économie circulaire. CC 2100: 2-

Note: «CC2100: 3+» signifie que le scénario est compatible avec une augmentation supérieure à 3 degrés Celsius (°C) de la température moyenne mondiale par rapport à la période préindustrielle d'ici à 2100, en raison du changement climatique. Par analogie, 3-, 4+ et 2- correspondent respectivement à une baisse de 3°C, à une hausse de 4°C et à une baisse de 2°C.

Source: D'après FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, n° 3. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0959en>.

Figure 11. Scénarios, stratégies publiques et politiques au service de la transformation

Source: FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, n° 3. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0959en>.

29. L'exercice de prospective régionale pour la région Europe et Asie centrale a commencé à rassembler les connaissances et les idées d'experts régionaux, en vue de conjuguer au niveau régional les déclencheurs de transformation mis en évidence par la FAO et d'énoncer les politiques qui pourraient être adoptées afin de surmonter les difficultés géostratégiques et les obstacles en matière d'économie politique, de parvenir à des compromis même lorsque cela est malaisé et, de manière plus générale, de propulser les systèmes agroalimentaires de la région vers un avenir où dominent la durabilité et la résilience. Des consultations régionales d'experts ont permis de tirer des conclusions préliminaires quant aux nuances régionales qui caractérisent ces déclencheurs et restent à affiner au niveau national dans les pays à revenu élevé et ceux à revenu faible ou intermédiaire dans le cadre des prochaines activités de l'exercice de prospective régionale¹⁷:

- a. **Institutions et gouvernance.** Les structures de gouvernance existantes, qui font peu de cas de la bonne application de la loi et sont principalement tournées vers le court terme, ne sont pas considérées comme étant en mesure de s'attaquer aux problèmes critiques tels que les faibles revenus des petits exploitants, ni d'assurer aux populations une alimentation saine et abordable. Les mesures incitatives offertes par ces structures sont généralement axées sur des problématiques à court terme et non sur les menaces environnementales plus éloignées dans le temps, qui exigent à la fois une action précoce et une vision à long terme. Les gouvernements nationaux apparaissent comme étant les plus à même d'ouvrir la voie à une transformation des systèmes agroalimentaires orientée vers la durabilité, mais sont vus comme étant à la merci de certains groupes d'intérêt et de dynamiques de pouvoir particulières, alors même qu'ils sont aux prises avec des problèmes régionaux trouvant leur origine au niveau mondial. En outre, les tensions financières et géopolitiques ainsi que les conflits au sein de la région limitent l'efficacité et le pouvoir d'action des autorités nationales face à ces problématiques. Il est donc impératif d'opérer des changements de politique et de concevoir des structures de gouvernance novatrices qui permettent d'équilibrer les relations de pouvoir et de s'attaquer aux problèmes environnementaux et géopolitiques et aux inégalités. Des cadres régionaux contraignants qui harmonisent les intérêts et mobilisent les différentes capacités sont essentiels si l'on veut surmonter les faiblesses des systèmes budgétaires. Il pourrait également être nécessaire de mettre en place un cadre de gouvernance plus large à l'échelle internationale en vue de s'attaquer aux causes premières de l'instabilité régionale. Une

¹⁷ Les options stratégiques, les politiques et les investissements permettant d'activer ces déclencheurs au niveau mondial sont présentés au chapitre 3 du rapport phare. Voir: FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, n° 3. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0959en>.

telle gouvernance régionale et suprarégionale devrait porter notamment sur: les problèmes liés au changement climatique soulevés par l'extraction et l'utilisation des énergies fossiles; les tensions géostratégiques créées par la nécessité de contrôler les sources d'énergie et le transit qui en découle; des pressions objectives et toujours plus contraignantes exercées sur les ressources naturelles pour réduire la dépendance à l'égard de l'importation de denrées alimentaires de la plupart des pays de la région.

- b. **Sensibilisation des consommateurs (et citoyens).** Du fait de leurs difficultés quotidiennes, les citoyens sont centrés sur le court terme et ne se sentent pas en capacité de relever ces défis. Ils sont mal informés sur les caractéristiques des aliments qu'ils consomment, sur les processus de production, sur les implications de la dépendance à l'égard des importations, sur la nécessité de se procurer des devises étrangères pour les payer, ou sur les conséquences du gaspillage alimentaire. Ils n'ont pas conscience des moyens à leur disposition pour exercer une influence sur les producteurs, les importateurs et les pouvoirs publics. Les organisations de consommateurs et de citoyens ont donc un rôle à jouer, celui de dominer les puissances politiques et les intérêts particuliers concurrents. Il convient de s'employer en priorité à relever le niveau d'instruction afin que les citoyens puissent s'exprimer et jouer un rôle actif dans les processus de prise de décision relatifs aux systèmes agroalimentaires. De nouveaux modèles de gouvernance propres à accroître les moyens d'action des consommateurs sont nécessaires.
- c. **Répartition des revenus et des richesses.** Les revenus doivent être ajustés de manière à ce que chacun puisse bénéficier de suffisamment de pouvoir d'achat pour se procurer en quantité suffisante des aliments sains et adaptés produits de manière durable. Jusqu'à présent, les pouvoirs publics ont visiblement préféré subventionner implicitement ou explicitement l'alimentation plutôt que de résoudre les inégalités de revenu et de répartition des richesses. Restaurer l'équité budgétaire au sein des secteurs économiques existants, réorienter les dépenses publiques à l'appui des secteurs émergents et mettre en œuvre des initiatives d'économie circulaire sont autant de mesures qui pourraient aider à établir la durabilité globale des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux. Les politiques commerciales dans lesquelles les intérêts d'une élite et les bénéfices commerciaux priment sur la sécurité alimentaire régionale sont vues comme préoccupantes, en particulier pour les petits exploitants dont les revenus sont faibles. Il est impératif de promouvoir la transparence en ce qui concerne les prix alimentaires et le commerce.
- d. **Technologies et approches novatrices.** Les investisseurs et les gouvernements ont préféré la recherche de profit à court terme plutôt que de bénéfices à long terme pour la société. L'on estime qu'il est essentiel de rendre accessibles les technologies et l'innovation compte tenu du manque de ressources dans la région, mais il est tout aussi important de renforcer les écosystèmes d'innovation, la gouvernance collaborative de l'innovation et l'investissement public (**encadré 1**). La bioéconomie, les technologies agroalimentaires novatrices et les innovations et approches non technologiques s'inscrivant dans le cadre d'économies circulaires, fondées sur la nature et privilégiant un lien direct entre consommateurs et produits alimentaires sont autant de pistes à étudier.

Encadré 1. Innovations d'apparition récente et solutions régionales en Europe et en Asie centrale: un exercice de prospective

Le rapport de prospective intitulé *Harvesting change: Harnessing emerging technologies and innovations for agrifood system transformation* (Cultiver le changement: exploiter les nouvelles technologies et innovations pour transformer les systèmes agroalimentaires) examine le rôle critique que jouent la technologie et l'innovation dans la transformation des systèmes agroalimentaires dans le monde entier. Il met en évidence un ensemble de problèmes complexe, dont font partie le changement climatique et la raréfaction des ressources, mais également des solutions prometteuses.

Le rapport privilégie une approche ancrée dans le temps et dans l'espace, en partant du principe que les solutions optimales varient en fonction des besoins spécifiques et du stade de développement de chaque région. En Europe et en Asie centrale, une solution particulièrement intéressante consisterait à privilégier l'investissement public, à lutter contre le changement climatique et à exploiter les

innovations fondées sur la nature et les biotechnologies environnementales. En outre, les technologies offrant une approche personnalisée de la nutrition peuvent permettre de corriger les modes de consommation régionaux et de répondre aux besoins nutritionnels.

Le rapport souligne l'importance de la collaboration, du renforcement des capacités, du capital-risque et de la gouvernance inclusive s'agissant de faire en sorte que toutes les parties prenantes puissent participer à cette transformation. En exploitant de manière stratégique les technologies nouvelles, il est possible de créer des systèmes agroalimentaires plus résilients, plus durables et plus équitables ouvrant la voie à un avenir sain.

Source: Alexandrova-Stefanova, N., Nosarzewski, K., Mroczek, Z.K., Audouin, S., Djamen, P., Kolos, N., et Wan, J. 2023. *Harvesting change: Harnessing emerging technologies and innovations for agrifood systems transformation – Global foresight synthesis report*. Rome, FAO et CIRAD. <https://doi.org/10.4060/cc8498en>.

VIII. Arbitrages et modèles de transformation

30. Dans le cadre de la transformation des systèmes agroalimentaires, il est préférable d'opter pour des solutions qui bénéficient à toutes les parties. Toutefois, il est plus probable que des compromis, c'est-à-dire des équilibres entre des objectifs potentiellement contradictoires, seront à trouver, comme il est fréquemment ressorti des consultations d'experts menées dans le cadre de l'exercice de prospective régionale. Il s'agit par exemple de trouver un équilibre entre la réduction des émissions de gaz à effet de serre, visant à atténuer les effets du changement climatique, et la réalisation d'autres cibles clés des objectifs de développement durable (ODD), telles que celles relatives à la sécurité alimentaire et à la malnutrition. Les actions qui doivent permettre de trouver un équilibre et d'opérer les bons arbitrages devraient être prises en compte dans les initiatives menées à tous les niveaux, comme l'indique la feuille de route mondiale de la FAO visant à atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5°C (encadré 2).

Encadré 2. Atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5°C: feuille de route mondiale, partie 1 – Comment une transformation des systèmes agroalimentaires passant par une accélération de l'action climatique contribuera à concrétiser la sécurité alimentaire et une bonne nutrition, aujourd'hui et demain (en bref)

La feuille de route mondiale de la FAO visant à atteindre l'ODD 2 dans dépasser le seuil de 1,5°C passe par un processus qui s'étale sur trois ans à compter de la 28^e session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28), qui a eu lieu en 2023. Elle déploie une vision globale des limites des systèmes agroalimentaires actuels et dresse un diagnostic des approches qui ont jusqu'à présent échoué à transformer ces systèmes. Ensuite, la vision globale, qui suppose des théories et des pratiques du changement à l'échelle mondiale, évolue pour aboutir à la définition des actions requises au niveau régional et des solutions liées aux coûts et au financement (au moyen notamment de la modélisation quantitative), qui seront débattues lors de la COP29. La feuille de route se conclut par l'établissement de plans d'action nationaux et de mécanismes de financement et de suivi au niveau national, un processus censé aboutir avant la COP30. Elle s'intéresse aussi aux moyens d'intégrer une assistance technique dans les stratégies tout en soutenant les plans d'investissement durable.

La feuille de route mondiale présente 120 actions, réparties dans 10 domaines et assorties de 20 étapes mondiales permettant de suivre les progrès accomplis. Ensemble, ces actions dessinent une trajectoire cohérente, qui part de la situation actuelle et s'oriente rapidement vers une trajectoire semblable au scénario «avenir ajusté» présenté dans le rapport phare, avant l'accélération de la transformation dans le but de se rapprocher du scénario «choix de la durabilité». En 2024, la feuille de route mondiale sera adaptée aux contextes régionaux sur la base des travaux amorcés par l'exercice de prospective régionale.

Sources: FAO. 2023. *Achieving SDG 2 without breaching the 1.5 °C threshold: A global roadmap, Part 1 – How agrifood systems transformation through accelerated climate actions will help achieving food security and nutrition, today and tomorrow, In brief*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc9113en>.

FAO. 2024. *Achieving SDG 2 without breaching the 1.5 °C threshold: A global roadmap*. Dans: *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*. <https://www.fao.org/interactive/sdg2-roadmap/en/>.

31. Tout au long de leur parcours de développement, les pays à revenu intermédiaire se situent à la croisée des chemins. D'un côté, ils peuvent choisir de suivre le paradigme de développement non durable adopté par les pays à revenu élevé, contribuant ainsi largement à une dégradation accrue des ressources naturelles, à l'accentuation du changement climatique et à l'apparition d'inégalités incontrôlables (comme dans le scénario «course à l'abîme»). Ils peuvent aussi, à l'inverse, adopter des modèles de développement novateurs ouvrant des perspectives d'avenir plus durables (conformément au scénario «choix de la durabilité»), surtout si les pays à revenu élevé montrent le bon exemple.

32. Les autorités nationales sont appelées à jouer un rôle essentiel pour ce qui est d'orienter les systèmes agroalimentaires vers la durabilité, mais leurs efforts ne peuvent être isolés compte tenu du caractère supranational des enjeux que représentent les conflits internationaux, la gouvernance de la finance mondiale, le commerce et les entreprises multinationales, le changement climatique, la perte de biodiversité et l'épuisement des ressources. Ces questions soulignent toute la nécessité de renforcer la coopération et l'appui au niveau international.

33. Le travail qu'accomplit la FAO dans le domaine de la prospective stratégique – notamment l'élaboration des rapports phares de la série L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, la conduite d'exercices de prospective régionale et les activités de prospective portant sur des secteurs spécifiques qu'elle a menées à ce jour – est fondamental car les conclusions de ces travaux peuvent éclairer l'élaboration de politiques par les pays.

34. Les exercices menés à l'échelle des pays et le prochain examen du Cadre stratégique de la FAO pour 2022-2031 devraient se nourrir des résultats d'analyses qualitatives et quantitatives et d'une modélisation complémentaires aux fins de la prospective ainsi que des analyses sur lesquelles s'appuie la feuille de route de la FAO visant à atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5°C.

35. Il convient d'encourager la FAO à renforcer son réseau de prospective et à participer activement aux exercices mondiaux menés à l'échelle du système des Nations Unies (notamment dans le cadre du réseau Futures Lab, de la communauté de pratique en matière de prospective, du Sommet de l'avenir des Nations Unies, des bilans communs de pays et d'autres cadres de coopération des Nations Unies), ce afin de lui permettre de se positionner au cœur des processus de transformation stratégiques.

36. La participation active des membres aux exercices de prospective stratégique en cours représente une occasion concrète de formuler des orientations sur les moteurs prioritaires des systèmes agroalimentaires et les déclencheurs de transformation dans la région et les sous-régions, de faire en sorte que les spécificités des pays et des sous-régions reçoivent l'attention voulue et de renforcer l'assimilation des conclusions de ces exercices.

37. La FAO prendra bonne note des orientations formulées par la Conférence régionale pour l'Europe et les autres organes directeurs au sujet de la prospective stratégique en vue de concrétiser les *quatre améliorations* et les ODD.